

CHAPITRE 5 – La France et la construction de nouveaux États (1848 – 1871)

Cours 1. L'unité italienne, 1859-1870 (p. 144-145)

Comment se construit l'unité italienne autour du royaume de Piémont-Sardaigne ?

A - Le Piémont-Sardaigne, pivot de l'unité

1. L'unité autour d'un royaume : la solution piémontaise

En 1848, l'Italie demeure un territoire morcelé entre plusieurs États, dont certains sous domination autrichienne (voir Repères, p. 142). L'échec des révolutions démocrates réoriente le projet d'union de la Nation autour du roi de Piémont-Sardaigne : Victor-Emmanuel est le seul souverain à respecter une politique libérale dans la péninsule. Son royaume devient alors le refuge des militants du Risorgimento.

2. Cavour : préparer l'unité

Cavour, Premier ministre de Victor-Emmanuel, engage le royaume dans la guerre de Crimée (1854-1856) aux côtés de la France et de l'Angleterre contre la Russie. Il parvient alors à faire de l'unité italienne une question européenne. Il obtient une alliance politique et militaire avec Napoléon III suite à l'entrevue de Plombières en 1858. En échange de leur soutien, les Français entendent raffermir leur influence dans la péninsule Italienne et obtenir Nice et la Savoie.

B - L'unité par le combat

1. La guerre d'indépendance

En 1859, les troupes piémontaises aidées des troupes françaises parviennent à vaincre les Autrichiens au prix de batailles particulièrement sanglantes (Magenta et Solferino). La paix de Zurich offre la Lombardie au Piémont, mais la Vénétie demeure autrichienne. Nice et la Savoie sont rattachées à la France par le traité de Turin le 24 mars 1860.

La guerre contre l'Autriche avive le sentiment national : les duchés de Toscane, de Parme et de Modène se soulèvent. Les plébiscites des 11 et 12 mars 1860 confirment leur rattachement au royaume de Piémont-Sardaigne.

2. L'expédition des Mille

À partir de mai 1860, Garibaldi mène la conquête des territoires du sud de la péninsule à la tête d'une armée de volontaires, les Chemises rouges. François II, roi des Deux-Siciles, s'exile ; la Sicile et Naples votent leur rattachement au Piémont. Garibaldi est une grande figure républicaine. Il accepte pourtant d'aider Victor-Emmanuel, roi de Sardaigne, car l'unité prime sur la nature du régime. La rencontre des deux hommes à Teano le 26 octobre 1860 symbolise cette alliance.

3. L'achèvement de l'unité

La Chambre des députés élue en janvier 1861 proclame le 17 mars Victor Emmanuel II roi d'Italie. Cependant, la péninsule n'est toujours pas unifiée.

La guerre austro-prussienne de 1866 permet à l'Italie d'obtenir la Vénétie. En effet, la France a négocié l'obtention de ce territoire contre sa neutralité dans le conflit. Napoléon III rétrocède la Vénétie au royaume d'Italie.

Garibaldi ne se résout pas à cette unification partielle de la péninsule et décide de se lancer à la conquête des États du pape. Napoléon III, allié du pape Pie IX, fait pression sur le gouvernement italien pour réprimer cette expédition ; l'armée royale italienne défait les volontaires de Garibaldi lors de la bataille de l'Aspromonte en 1862. Par la suite, Napoléon III envoie des troupes pour assurer la défense de Rome. L'empereur signe une convention avec le royaume d'Italie où Victor-Emmanuel II s'engage à préserver l'intégrité des États du pape. La chute de l'empire français face à la Prusse en septembre 1870 permet aux troupes italiennes de s'emparer de Rome, qui devient dès lors la capitale de l'État italien.

C - Les difficultés de l'unité

1. Une unification avant l'unité

Pour une partie de la population italienne demeurée passive durant les événements, l'union est perçue comme une annexion par la maison de Savoie. Le suffrage censitaire mis en place exclut une majorité d'Italiens (seuls 2 % de la population votent).

Par ailleurs, l'unification s'est réalisée contre l'Église, pourtant très influente, le pape ayant refusé de renoncer à ses États territoriaux. Il faut désormais associer les populations au régime politique au moment où les premières tensions apparaissent.

2. La révolte des Brigands

Dans le sud de l'Italie (Mezzogiorno), des paysans, mécontents de leur situation sociale aggravée par les nouveaux impôts royaux, prennent les armes et occupent des terres. La répression est menée à partir de 1863 par l'armée régulière. De 1861 à 1865, « le brigandage » démontre des tensions persistantes dans le nouveau royaume d'Italie.

3. Fabriquer des Italiens

Le gouvernement mène une politique de modernisation et d'harmonisation administrative et économique (poids et mesures unifiés, fiscalité unique, Code pénal). Ces mesures visent à créer un même cadre dans le quotidien des populations, à forger une conscience nationale. Musées, statues ou monuments s'érigent pour ancrer les grandes étapes de l'indépendance italienne. Des artistes, écrivains, peintres ou musiciens (Verdi) s'engagent pour accompagner ce mouvement. L'école joue un rôle important par la diffusion d'une langue italienne uniformisée grâce au rôle de l'écrivain Manzoni. Le manuel de référence, le Cuore d'Edmondo De Amicis (1886), permet de faire découvrir le pays à l'ensemble des élèves.

Cours 2. L'unité allemande, 1848-1871 (p. 146-147)

Comment la Confédération germanique laisse-t-elle place au Reich allemand ?

A - L'échec de la voie libérale

1. L'échec de 1848

Les révolutions de 1848 suscitent l'espoir d'un gouvernement libéral par la mise en place du Parlement de Francfort et révèlent un fort sentiment national allemand.

Les duchés de Holstein et du Schleswig, peuplés majoritairement de germanophones mais sous domination danoise, se soulèvent et proclament leur libération. La Prusse vient au secours des populations face à la répression danoise. Mais suite à l'armistice, le territoire réintègre le Danemark, ce qui nourrit un sentiment de trahison des populations vis-à-vis du Parlement, impuissant à défendre le sentiment national face aux puissances étrangères.

L'échec de la révolution de 1848 entraîne le rétablissement de la Confédération germanique dominée par l'Autriche, marquant ainsi une forme de défaite pour la Prusse qui a tenté de réaliser une « Petite Allemagne » (voir chapitre 2, p. 63).

2. Se réunir...

Dans les années 1850, divers projets d'unité existent au sein des États germaniques. Le Zollverein, union douanière composée de 25 États germaniques à l'exception de l'Autriche, permet une étroite collaboration de ses membres, organise la redistribution des produits de droits de douanes et instaure une monnaie unique d'échange. La Prusse, État le plus développé économiquement, domine les

prises de décisions.

Différentes associations se forment pour faire la promotion de l'idée de nation allemande, comme le Nationalverein qui imagine la construction de l'unité allemande autour de la Prusse. L'association, composée de nombreux notables, compte 25 000 membres organisés dans des sections locales.

Le centième anniversaire de la naissance de Friedrich von Schiller en 1859 donne lieu à des manifestations dans de nombreuses villes, où le poète est souvent célébré aux côtés de Germania, allégorie de l'Allemagne.

3. ... autour de la Prusse

Dans les années 1850, la Prusse consolide sa puissance au sein de la Confédération germanique. Une Constitution a été mise en place en 1848, mais la vie politique demeure fermée du fait du vote censitaire et de l'absence de réel pouvoir du Parlement.

Guillaume I^{er} de Prusse, à la tête depuis 1861 de ce royaume prospère, entend mener des réformes pour se doter d'une armée restructurée et moderne. Il nomme Otto von Bismarck chancelier en 1862 pour mener à bien ce projet. Une fois l'armée réformée, elle peut devenir l'instrument de puissance de la Prusse.

B - L'unité par les guerres

1. La guerre contre le Danemark

En 1864, la succession dans les duchés de Holstein et du Schleswig relance les tensions entre populations germanophones et le royaume de Danemark.

L'intervention de l'Autriche alliée à la Prusse dans la guerre des Duchés témoigne d'un fort sentiment national allemand. La victoire est également l'occasion pour Bismarck de conforter sa politique militaire. L'issue de la guerre prévoit une occupation austro-prussienne, puis un partage des duchés entre les deux États. Mais en 1865, la Prusse revendique seule leur possession.

2. La guerre austro-prussienne

En 1866, la Prusse s'engage dans un conflit contre l'Autriche. La bataille de Sadowa marque la victoire de la Prusse, l'Autriche perd alors le contrôle des espaces germaniques. La Confédération germanique est dissoute, une Confédération d'Allemagne du Nord est mise en place en 1867, dirigée par le roi de Prusse. Sa Constitution prévoit un Reichstag (Parlement) élu au suffrage universel et un Bundesrat (conseil fédéral) composé d'ambassadeurs désignés par les différents États. Les États du Sud (Bavière, par exemple) n'en font pas partie mais signent un ensemble d'accords économiques et militaires qui les lie à la Prusse.

La France se rend compte de la montée en puissance de la Prusse suite à la guerre austro-prussienne. Napoléon III avait accepté d'être neutre dans le conflit contre la promesse de la cession de la Vénétie (voir cours 1) et du Luxembourg en cas de victoire de la Prusse, mais Bismarck ne tient pas ses engagements, entraînant une crise diplomatique entre les deux États.

3. La guerre franco-prussienne

La succession au trône d'Espagne provoque une nouvelle crise diplomatique entre la Prusse et la France. Napoléon III, craignant l'encerclement de la France, demande

à Guillaume I^{er} de renoncer à une candidature de la famille Hohenzollern. Bismarck provoque un incident diplomatique avec la France (dépêche d'Ems). Napoléon III, offensé, déclare la guerre à la Prusse le 19 juillet 1870. Les États du sud de l'Allemagne se mobilisent autour de la Prusse contre l'ennemi héréditaire français. La victoire de Sedan en septembre 1870 marque la supériorité de la Prusse et la fin du Second Empire. Le gouvernement républicain dirigé par Thiers mène les négociations de paix avec la Prusse. La France perd l'Alsace-Moselle. Le 18 janvier 1871, dans la galerie des Glaces de Versailles, est proclamé l'Empire allemand (Reich) dirigé par Guillaume I^{er}.

Doc 1 p. 148 : Proclamation de Napoléon III à l'armée française d'Italie

Les bases de la paix sont arrêtées avec l'Empereur d'Autriche ; le but principal de la guerre est atteint ; l'Italie va devenir pour la première fois une nation. Une Confédération de tous les États de l'Italie, sous la présidence honoraire du Saint Père, réunira en un faisceau les membres d'une même famille. La Vénétie reste, il est vrai, sous le sceptre de l'Autriche, elle sera néanmoins une province italienne, faisant partie de la Confédération. La réunion de la Lombardie au Piémont nous crée, de ce côté des Alpes, un allié puissant qui nous devra son indépendance. [...]

Vous allez bientôt retourner en France ; la patrie reconnaissante accueillera avec transport ces soldats qui ont porté si haut la gloire de nos armes à Montebello, à Palestro, à Turbigo, à Magenta, à Marignan et à Solferino ; qui, en deux mois, ont affranchi le Piémont et la Lombardie, et ne se sont arrêtés que parce que la lutte allait prendre des proportions qui n'étaient plus en rapport avec les intérêts que la France avait dans cette guerre formidable.

Au Quartier impérial de Valeggio, le 12 juillet 1859,

NAPOLÉON.

Doc 3 p. 149 : Victor-Emmanuel II justifie le rattachement à la France de la Savoie et de Nice, 1860

Aux habitants de Nice et de la Savoie

Un traité conclu le 24 mars établit que la réunion de la Savoie et de Nice à la France aura lieu avec l'adhésion des populations et la sanction du Parlement. Quelque pénible qu'il me soit de me séparer des provinces qui ont fait si longtemps partie des États de mes ancêtres, [...] j'ai dû considérer que les changements territoriaux amenés par la guerre en Italie justifiaient la demande que mon auguste allié l'Empereur Napoléon m'a adressée pour obtenir cette réunion. J'ai dû en outre tenir compte des services immenses que la France a rendus à l'Italie, des sacrifices qu'elle a faits dans l'intérêt de son indépendance, des liens que les traités ont formés entre les deux pays. [...] Toutefois ce grand changement dans le sort de ces provinces ne saurait vous être imposé. Il doit être le résultat de votre libre consentement.

Proclamation de Victor-Emmanuel

aux habitants de la Savoie et de Nice (1860).

Doc 4 p. 149 : L'Église catholique en faveur du rattachement

Mon cher Curé,

Le Roi Victor-Emmanuel, d'accord avec l'Empereur des Français, exige que nous nous prononcions sur l'annexion de la Savoie à la France. Chacun peut et doit donc même exprimer ses vœux librement et en toute sûreté de conscience.

Au point où en est maintenant cette affaire, en suite du traité du 24 mars dernier, on la regarde généralement comme irrévocable, et la votation demandée comme une simple formule complémentaire.

Les personnes les plus éclairées et libres de préjugés pensent unanimement que l'annexion à la France est dans l'intérêt de la Savoie sous tous les rapports. Les motifs à l'appui de ce sentiment sont si nombreux, si frappants, qu'il suffit du bon sens et de la bonne foi pour les apprécier.

Vous n'en parlerez point en chaire¹, mais vous saisissez toutes les occasions de les faire prudemment valoir. Vous ferez aussi remarquer qu'il importe beaucoup à notre pays de répondre aux avances de la France, et de mériter par notre empressement la bienveillance de son magnanime² Empereur.

Lettre de l'évêque de Tarentaise (Savoie) aux curés, 7 avril 1860.

1. Au cours de la messe.

2. Bon.

Doc 2 p. 152 : La situation en Sicile en 1863

La population n'a rien obtenu du nouveau régime qui puisse la satisfaire. Aucune justice, pas de sécurité personnelle, l'hypocrisie de la liberté sous un gouvernement qui n'a d'italien que le nom. [...] La masse de la population déteste le gouvernement d'Italie, qu'elle trouve par comparaison, plus triste que celui des Bourbons. [...] Si les conseillers de la Couronne ne transforment pas cette situation, la Sicile court vers la catastrophe.

Lettre de Francesco Crispi, républicain, membre de l'expédition des Mille,
à Garibaldi, 1863.

Doc 3 p. 153 : La création de la Ligue du Nord

Quand il fonda il y a dix ans la Ligue du Nord, Umberto Bossi se battait pour « l'indépendance de la Padania¹ », son Nord travailleur et honnête contre le Sud combinard et assisté, contre la « Rome des voleurs ». Les léguistes ont leur couleur, le vert, leur réseau de télévision, Telepadania, leur milice d'autodéfense.

Le Monde, 23 avril 2002.

1. Située en Lombardie et Vénétie, la Padanie est le territoire revendiqué par la Ligue du Nord.

Doc 1 p. 154 : La désunion sur l'unité allemande selon Marx

Le plus haut degré de centralisation qu'on atteignit jamais en Allemagne, ce fut l'établissement du Zollverein, qui força les États de la mer du Nord à créer, eux aussi, une union douanière propre, tandis que l'Autriche continua de se retrancher derrière son tarif prohibitif particulier.

Depuis la dissolution de l'Empire allemand par Napoléon, le cri pour l'union des disjecta membra¹ du corps de l'Allemagne avait été l'expression la plus générale [...]. Mais sur la question de savoir ce que devait être cette unité allemande une fois réalisée, les avis étaient partagés. La bourgeoisie qui ne voulait pas d'ébranlements révolutionnaires profonds, se contentait [...] d'une union de toute l'Allemagne, à l'exclusion de toute l'Autriche, sous la domination d'un gouvernement constitutionnel de la Prusse [...] Un petit nombre de rêveurs, pour la plupart des réactionnaires féodaux, souhaitaient le rétablissement de l'Empire allemand ; une poignée [...] se prononcèrent en faveur d'une République fédérale ; et ce ne fut que le parti le plus extrême qui osa se prononcer alors pour une République allemande, une et indivisible. De sorte que l'unité allemande était elle-même une question de grosse désunion.

Karl Marx, Lettres, Londres, 1851.

1. Membres dispersés.

Doc 2 p. 154 : Manifeste du Nationalverein (1859)

Le Nationalverein est une association dont le but est de faire la promotion de l'unité allemande.

La situation actuellement périlleuse de l'Europe et de l'Allemagne et le besoin de subordonner les exigences politiques des partis à la grande tâche commune de l'unification de l'Allemagne ont porté à se réunir un certain nombre de personnes provenant de diverses régions de l'Allemagne [...] en vue de s'entendre sur l'établissement d'une constitution unitaire allemande et sur l'activité commune nécessaire à la réalisation d'une telle fin [...].

3. À cette fin il est nécessaire que la Diète¹ fédérale allemande soit remplacée par un gouvernement central d'Allemagne, ferme, fort et stable, et que soit convoquée une Assemblée nationale allemande.

4. Dans la conjoncture actuelle, les démarches les plus efficaces pour atteindre ce but ne peuvent que provenir de la Prusse ; il faut donc travailler à ce que la Prusse prenne dans ce domaine l'initiative.

Cité par François Roth, L'Allemagne de 1815 à 1918, Armand Colin, 2002
(2e édition).

1. Assemblée.

Doc 1 p. 156 : La puissance de la Prusse selon Bismarck

L'Allemagne n'admire pas le libéralisme¹ prussien, mais sa puissance ; la Bavière, le Wurtemberg, le pays de Bade² peuvent bien laisser le libéralisme se développer, ils n'obtiendront pourtant pas le rôle de la Prusse ; la Prusse doit rassembler sa force, faire bloc et attendre le moment favorable, qu'elle a déjà manqué plusieurs fois dans le passé ; les frontières du congrès de Vienne ne sont pas favorables à un fonctionnement sain de l'État. Ce n'est pas par les discours et les votes à la majorité que les grandes questions de notre temps seront décidées – ça a été la grande erreur de 1848 et 1849 – mais par le fer et le sang.

Otto von Bismarck, Œuvres choisies, volume 3.

1. Idée politique qui défend les droits individuels contre toutes les formes d'oppression.
2. États de l'Allemagne du Sud, libéraux.

Doc 3 p. 157 : Un jugement sur la politique de Bismarck

1er mai 1866

Jamais sans doute une guerre n'a été manigancée de façon aussi éhontée, avec une légèreté aussi scandaleuse que celle que Bismarck est en train de monter contre l'Autriche [...].

Tout le monde ici déteste cette guerre, personne ne peut s'accommoder de l'idée que l'issue inéluctable de la lutte sera ce que nous devons souhaiter. Nous allons voir des Allemands prendre les armes contre les Allemands, bref une guerre civile [...].

19 août 1866 [...] Quel bonheur enviable de vivre à notre époque et d'avoir pu être témoins de ce tournant de l'histoire de l'Allemagne. [...] Je m'incline très bas devant le génie de Bismarck, qui a porté à son sommet un chef-d'œuvre d'intelligence politique et d'action, comme il est rare d'en trouver un exemple dans l'histoire.

Rudolf von Ihering, juriste prussien, Lettres à ses amis, Leipzig, 1913.

Doc 4 p. 157 : Bismarck et la France

J'étais convaincu que l'abîme creusé au cours de l'histoire entre le nord et le sud de la patrie ne pouvait pas être plus respectueusement comblé que par une guerre nationale contre le peuple voisin français qui était notre agresseur de toujours.

L'unification de l'Allemagne n'était plus, selon moi, qu'une question de temps. Pour la résoudre, la Confédération de l'Allemagne du Nord était la première étape, mais il ne fallait pas provoquer trop tôt l'hostilité de la France et peut-être de la Russie, ne pas donner prise à la soif de revanche de l'Autriche. Il ne fallait pas faire une guerre franco-allemande avant que l'unité de l'Allemagne ne soit réalisée. Ma pensée dominante était donc de retarder cette guerre jusqu'au moment où nos effectifs seraient au complet. Chaque année de délai pour la guerre renforçait notre armée de plus de 100 000 soldats.

Otto von Bismarck, Pensées et souvenirs, 1899.